

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Tentatives-de-destabilisation-en-Equateur-Reflexion-sur-l%C2%B4indigenisme-occidental>

Tentatives de déstabilisation en Equateur.Réflexion sur l'indigénisme occidental

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : jeudi 24 septembre 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'indien est-il bon par essence ?

Précisons d'emblée que cette question est aussi absurde que raciste. Si les communautés amérindiennes d'Equateur, de Bolivie, du Brésil ou d'ailleurs étaient « bonnes par essence », cela supposerait que les gouvernements progressistes latino-américains admettent une hiérarchisation selon l'appartenance à un groupe ethnique. En effet, s'il y a de « bonnes » communautés au sein du patchwork national, c'est qu'il doit y en avoir des « mauvaises ». Heureusement, il n'en est rien.

En revanche, les processus révolutionnaires en Amérique Latine ont continuellement contribué à lutter contre l'exclusion politique, sociale, et géographique [1] des citoyens issus de toutes les communautés. Il suffit du reste de consulter les résultats électoraux des pays latino-américains en révolution pour constater l'immense soutien dont bénéficient ces processus politiques dans les zones à fort peuplement indigène [2].

Cette vision essentialiste et raciste est fortement ancrée chez certains membres des classes moyennes-supérieures occidentales. Cette construction sociale erronée, mélange entre le bon sauvage rousseauiste et l'exaltation de la pureté ethnique -pourquoi les métis ne bénéficient-ils pas d'une telle passion politique ?- est emprunt d'un sentiment de culpabilité impérialiste doublé d'un instinct de protection.

On notera au passage le présupposé paternaliste et colonial d'une telle conception. Cette vision abonde à l'extrême gauche mais pas seulement. De nombreux journalistes et universitaires occidentaux la véhiculent dans leurs articles. Les tensions et conflits existants entre des ethnies amérindiennes, leur grande diversité et la complexité des relations intercommunautaires sont annihilés au profit d'une totalité ethnique imaginaire : les « indigènes ».

Au cours de ses premières années à la tête de la Bolivie, Evo Morales a bénéficié de cette mansuétude journalistique. En comparaison avec d'autres dirigeants latino-américains, Evo, « l'indien », n'était jamais critiqué directement pour ses politiques de redistribution sociale, mais était suspecté d'être manipulé par Hugo Chavez ou Fidel Castro, véritables incarnations du mal. Passées à la trappe les longues années de combats syndicaux et politiques qui ont fait d'Evo Morales un dirigeant apte à gouverner son pays. Pour les journalistes occidentaux le président de la Bolivie était aussi bon que bête et manipulable [3].

Cette vision réductionniste et raciste a considérablement influencé la couverture des événements qui ont secoué l'Equateur au cours de ces dernières semaines.

Evolution politique de la Conaie

La Confédération des Nationalités Indigènes de l'Equateur (Conaie) regroupe depuis 1986, diverses fédérations et organisations indigènes du pays. La Conaie, dont certaines de ses revendications politiques sont clairement marquées à gauche, fut propulsée à l'avant-garde de la lutte contre le néolibéralisme dans les années 90. La création du parti Pachakutik, considéré comme son bras politique, connut un certain succès électoral. Pachakutik obtint plus de 20% des voix aux élections présidentielles de 1996 ainsi que plusieurs gouvernements locaux et sept députés à l'Assemblée Nationale.

C'est à ce moment que la Conaie établit de fortes relations au niveau international. Dans une gauche occidentale en

pleine reconstruction depuis la disparition de l'Union Soviétique, l'organisation indigène connaît une certaine popularité. Ses thèses mais aussi son fonctionnement, très en phase avec le mouvementisme ambiant de la fin des années 90, servirent de blanc-seing auprès des différents acteurs de la lutte altermondialiste.

Cependant, au niveau national, sa relation avec le pouvoir et avec l'Etat va progressivement la discréditer. D'une part, le soutien et la participation (même brève) au gouvernement du démagogue Lucio Gutierrez va être un sujet de discorde interne. Mais c'est surtout sa relation conflictuelle, d'abord latente, puis de confrontation ouverte avec la Révolution citoyenne de Rafael Correa qui va faire perdre à la Conaie et à Pachakutik l'appui populaire dont ils bénéficiaient quelques années auparavant. Par ailleurs, c'est à cette époque que les dirigeants des deux organisations établirent des liens très étroits avec l'ambassade des Etats-Unis en Equateur [4] et même avec un agent expérimenté de la CIA [5]. En contrepartie, ils recevront des fonds de la *National Endowment for Democracy* (NED) et de la Usaid [6]. Drôle de conception de la lutte anti-impérialiste...

La plupart des revendications sociales des années de lutte contre le néolibéralisme ont été assumées par le gouvernement de Rafael Correa. Comme chef de l'Etat, il doit gouverner avec le soutien d'une alliance très large politiquement. Par conséquent, les concessions politiques sont parfois de rigueur. De plus, il a la tâche de renforcer la présence et le rôle de l'Etat comme instruments de redistribution de la richesse. Du point de vue du Pouvoir, le développement de la Nation et le bien-être des citoyens s'imposent aux revendications communautaires, et c'est là que le bât blesse.

Pour les dirigeants de la Conaie et ses défenseurs internationaux, il semble normal qu'afin de lutter contre l'extractivisme et pour les « droits de la Pachamama », les organisations indigènes récupèrent le contrôle des territoires où ils sont numériquement majoritaires pour contrôler et gérer eux-mêmes les ressources naturelles qui s'y trouvent [7]. Autrement dit, opter pour la destruction de l'Etat-Nation, et le règne de communautés autonomes. Ceux qui défendent ce point de vue pour l'Equateur ne le toléreraient pas un seul instant dans leur pays. Pourquoi donc le prônent-ils pour le pays andin ? Pourquoi revendiquent-ils la prédominance de l'ethnie face au citoyen ? Accepteraient-ils que des groupes ethniques en majorité numérique sur une portion de territoire de leur pays administrent ses richesses ? Insinuent-ils que l'appartenance à un groupe ethnique particulier soit un gage d'honnêteté, de bonne administration ou de protection écologique ? Comment peuvent-ils penser que, face au Capital, l'organisation communautaire est plus puissante que l'Etat ?

La défense sans concession de telles positions extrémistes doit beaucoup à la vision indigéniste infantile et raciste décrite précédemment. De plus, elle ne prend pas en compte l'évolution des forces politiques en présence en Equateur. Si la Conaie fut effectivement à l'avant-garde de la contestation à l'ordre néolibérale, ce temps là est révolu. La lutte (certes imparfaite) du gouvernement de la Révolution Citoyenne pour la justice sociale et contre les abus du Capital a sapé la consistance du discours de l'organisation indigène.

Ce sentimentalisme militant est très présent à la gauche de la gauche. Il suffit de lire l'argumentaire des intellectuels qui se sont manifestés contre la non rénovation par l'Etat du bail du siège de la Conaie : « il s'agit d'un manque de respect envers la mémoire et l'histoire d'une organisation à laquelle l'Équateur doit toute une série de luttes démocratiques et de transformations sociales extraordinairement profondes et positives » [8]. Ce n'est pas faux mais ce qui fut vrai n'est plus. Pourquoi donc, au nom d'une histoire glorieuse passée, l'Etat devrait-il prendre en charge une partie des coûts de fonctionnement d'une organisation particulière ? Personne ne s'offusque que l'Etat français n'assure pas les locaux du PCF, organisation qui compte à son actif une série de « luttes démocratiques et transformations sociales » d'une toute autre ampleur que celle de la Conaie.

Aujourd'hui la Conaie est soutenue par tous les partis de la droite néolibérale. Du banquier Lasso au caudillo régional Jaime Nebot en passant par le magnat de la banane, Alvaro Noboa, tous se sont déclarés solidaires des revendications de l'organisation indigène durant les dernières manifestations. Peu importe d'ailleurs si certaines de

celles-ci affectaient fortement les intérêts économiques personnels des leaders de la droite équatorienne [9].

D'autre part, la rhétorique de la prédominance des intérêts politiques des peuples premiers a de quoi choquer lorsqu'elle est évoquée par des intellectuels ou militants se revendiquant de « gauche ». En effet, cette argumentation est généralement cantonnée en Europe à l'extrême droite identitaire, qui revendique des droits spécifiques en raison de sa généalogie celte, biturige ou arverne.

Selon le recensement effectué en 2010 [10], l'Equateur compte seulement 7% de population indigène. La majorité de cette population soutient la Révolution citoyenne, mais la Conaie a réussi le tour de force de s'imposer au niveau international comme l'unique défenseur des intérêts de cette communauté. Alors qu'elle ne représente qu'une infime minorité d'organisations indigènes de base, elle fait désormais office de paravent politique à la mobilisation de la droite néolibérale. On peut aussi se demander, pourquoi donc l'intelligentsia occidentale ne mobilise pas d'arguments semblables à ceux utilisés pour la cause indigène mais afin de défendre d'autres communautés ethniques minoritaires pourtant présentes en Equateur (afroéquatoriens, montubios, ou même blancs, dont la proportion est pourtant équivalente à celle des indigènes) ?

Droit de manifester et Etat de droit

Le 2 août 2015, la Conaie entama une manifestation indigène censée rallier tous les secteurs indiens pour marcher sur Quito. Durant une étape de cette « *longue marche* », le président d'Ecuadorunari [11], Carlos Perez, appela devant une multitude de 120 personnes à empêcher les media publics de faire leur travail d'information, et d'appliquer la justice indigène (sic) au cas où ces journalistes s'entêteraient à faire leur travail. En revanche, les employés des grandes entreprises privées de communication furent les bienvenus [12]. Curieuse vision de la liberté d'expression et de la liberté d'informer... ainsi que de la justice.

Les défenseurs de la liberté de la liberté de la presse étaient aux abonnés absents. L'association politique Reporters Sans Frontières, si prompt à condamner la « censure » imposée par le président Correa dans le cadre du réveil du volcan Cotopaxi [13], n'a même pas pris la peine de mentionner les menaces et agressions de la Conaie aux travailleurs de la presse équatorienne.

Le 13 août, la Conaie et le Front Unitaire des Travailleurs (FUT) convoquèrent une grève générale et une marche sur Quito. Pour compléter un attelage déjà bancal, l'ordre des médecins, certaines chambres de commerce (dont celle de Quito [14] et les partis de la droite équatorienne soutinrent l'initiative. Il est toujours bon de rappeler cet état de fait à ceux qui versent régulièrement dans le sentimentalisme indigéniste et dont les compteurs militants sont restés bloqués aux années 90...

Face à l'échec retentissant de cette grève générale, la manifestation prévue à Quito dégénéra en une violence assourdissante : 86 policiers et 20 civils blessés (dont 3 journalistes. RSF est encore resté muet...) [15]. Les vidéos tournées ce soir-là montrent l'extrême violence des manifestants et la très grande modération des forces de maintien de l'ordre. De fait, le nombre de blessés dans leurs rangs illustre bien d'où vient la violence [16].

Dans les jours qui suivirent, la Conaie organisa plusieurs coups de force. A Ambatillo, les militants indigènes bloquèrent les routes d'accès et tentèrent de détruire les antennes de retransmission de radio et télévision. Les policiers présents sur place conseillèrent aux journalistes de faire omission de leur devoir d'informer. « Ne les prenez pas en photo et faites attention à ce que vous dites ou ils vont vous passer à tabac » lança un policier aux journalistes [17]. 30 militaires venus protéger les antennes de communication furent séquestrés par la communauté indigène puis expulsés de « leur » territoire. Le lieutenant Miguel Armendariz, commandant le bataillon de militaires

séquestrés déclara à sa libération : « Nous n'avons pas voulu lancer de bombes lacrymogènes car il y avait des femmes et des enfants » [18]. Sage précaution dont ne s'entachent que très peu de démocraties de par le monde...

A Macas, les militants de la Conaie agressèrent les policiers présents à coup de lances. Dans une vidéo filmée lors de l'agression, on ne peut que noter encore une fois la passivité et le calme des forces de l'ordre [19].

A Dayuma, au coeur de l'Amazonie équatorienne, la Conaie revendiqua le sabotage de plusieurs puits de pétrole avant d'être délogée par la police [20].

Enfin à Saraguro, dans le sud du pays, après de violents affrontements, un policier fut enlevé et torturé par des militants de la Conaie. Il parvint à s'échapper de ses geôliers et fut retrouvé en état de choc [21].

Le gouvernement équatorien semble avoir raison lorsqu'il évoque une tentative de coup d'Etat soft pour qualifier les récents événements qui ont touché le pays. Si la plupart des équatoriens condamnent ces violences, la solidarité internationale qui s'est manifestée en faveur de la Conaie reste incompréhensible. Rafael Correa jouit d'une large popularité, et comme chef de l'État, il se doit de faire respecter l'Etat de droit.

L'ampleur des débordements contre un gouvernement légal, légitime et populaire, les séquestrations et les agressions dont furent victimes certains membres des forces de l'ordre et les attaques à la liberté de la presse auraient été condamnées dans n'importe quel pays, ou dans le cas de n'importe quelle autre communauté. Nous n'osons imaginer ce qu'il serait advenu d'un groupe afro-étasunien si celui-ci avait séquestré et torturé un policier à Ferguson ou Baltimore ou retenu en otage 30 membres de la Garde Nationale. Les réseaux de solidarité académique, les journalistes voire même certains membres de l'ultragauche auraient certainement condamné ces actes de délinquance commune. Nous ne pouvons que constater le racisme latent qui tend à faire de cette mafia indigène un groupe au dessus des lois et des autres citoyens.

Le cas Manuela Picq

Manuela Picq, citoyenne franco-brésilienne, grande amatrice de parapente, est arrivée en Equateur en 2007 pour s'adonner à son sport favori. Conquise par les charmes du pays, elle décide de s'y établir. Elle enseigne désormais dans la riche université privée San Francisco de Quito [22]. Elle est également professeure associée dans les universités étasuniennes Amherst College, dans le Massachusetts, et Princeton dans le New Jersey. Ses domaines de recherches universitaires vont des théories Queer et de la théorie du genre, à la participation des femmes en politique en passant par la défense de l'environnement, des peuples indigènes et par la critique de l'extractivisme. Elle est la compagne sentimentale de Carlos Perez, le président d'Ecuadorunari, avec qui elle partage son agenda militant.

Notons que Mlle Picq est aussi employée du Qatar en tant que correspondante d'*Al Jazeera English* en Equateur. Il peut paraître surprenant qu'une militante du droit des femmes et des LGBT, participe à la propagande d'un Etat suspecté de financer le terrorisme international via le pillage de ses ressources naturelles et où les femmes, les gays et les travailleurs sont l'objet de véritables persécutions. Qu'à cela ne tienne, l'offensive médiatique contre la Révolution Citoyenne mérite bien quelques sacrifices idéologiques, tant pour la journaliste que pour son employeur.

Le 13 août 2015, alors qu'elle participait à la manifestation ultraviolente à l'appel de la Conaie et de la FUT, Manuela Picq fut arrêtée par la police et menacée d'expulsion du territoire par le gouvernement [23].

Aussitôt, se forma un grand réseau de solidarité, non pas chez les mouvements indigènes latino-américains, mais parmi ses contacts académiques du monde universitaire occidental, ainsi que chez les leaders de la droite néolibérale équatorienne. Une pétition sur internet rassembla plusieurs centaines de signatures, principalement d'universités étasuniennes [24]. Le banquier Guillermo Lasso, leader de l'opposition équatorienne, se déclarait solidaire de la journaliste d'Al Jazeera [25].

Et la justice tranchât....

Le 17 août, après quatre jours de Telenovela mediatico-judiciaire, le juge Gloria Pinza décida non seulement d'annuler purement et simplement le processus de déportation de Manuela Picq, mais aussi de soumettre les policiers responsables de son arrestation à une enquête interne [26].

Belle preuve de l'indépendance de l'institution judiciaire dans un pays où le président est si souvent qualifié d'autoritaire, de dictateur voir de fasciste [27]. A la sortie de sa courte détention, Mlle Picq a même osé comparer le gouvernement de Rafael Correa au régime nazi [28]. Le ridicule ne tue pas mais les dictatures si. Rappelons à l'universitaire l'assassinat de deux de ses compatriotes par la dictature argentine [29] ou encore le meurtre de son confrère journaliste argentin Leonardo Henrichsen par l'armée chilienne, pour ne citer que deux exemples issus d'une longue liste macabre. Dans les dictatures, on n'expulse pas les étrangers rebelles, on les élimine.

Cette opération médiatique, en plus d'avoir fait passer une parfaite inconnue pour une héroïne moderne, aura eu le mérite de blanchir au niveau international les agressions, et les attaques d'un secteur minoritaire des indiens équatoriens contre l'Etat et la population en générale.

Soutenu par l'indigénisme béat de leur « protecteurs occidentaux », la Conaie peut continuer tranquillement à se livrer à des tentatives de déstabilisation de la Révolution Citoyenne. Le 29 août, ses dirigeants ont annoncé une nouvelle mobilisation, prévue pour le 16 septembre, pour exiger de l'Assemblée Nationale le retrait des amendements à la Constitution, et pour protester contre la centaine d'arrestations qui eurent lieu après les agressions faites aux forces de l'ordre. Face à l'application de la loi, la Conaie parle « d'ethnocide » [30] perpétré par le gouvernement de Rafael Correa. Pas sûr que ce mensonge, vu son énormité, soit repris par l'élite intellectuelle indigéniste....

Romain Migus* para [Venezuela en Vivo](#)

* **Romain Migus**. Sociologue, journaliste, installé au Venezuela depuis 2005. Auteur de nombreux articles sur la Revolución bolivarienne et la guerre médiatique ainsi que trois ouvrages en espagnol, disponible sur ce site en pdf : « La Telaraña imperial » (avec Eva Golinger, Monte Avila, 2008), « El programa de la MUD » (Barrio Alerta, 2012), « El imperio contraataca » (Fondo editorial Wilian Lara, 2013).

[Venezuela en Vivo](#). Paris, le 30 août 2015

[1] Notamment en améliorant les voies de communication.

[2] Le soutien des indigènes aux révolutions latino-américaines est particulièrement flagrant lors d'élections présidentielles déterminant le futur du processus révolutionnaire. Pour le Venezuela, voir : http://www.cne.gob.ve/web/estadisticas/index_resultados_elecciones.php, pour la Bolivie : <http://www.oep.org.bo/Computo2014/>, dans le cas de l'Equateur : <http://cne.gob.ec/es/institucion/procesos-electorales/elecciones>

[3] L'article « [Evo Morales, le Conquistador indien](#) » paru dans Libération, 05/12/2009 illustre parfaitement notre propos.

[4] « [Wikileaks relate diálogos de indígenas con EE.UU](#) », El Telégrafo, 07/08/2015

[5] Eva Golinger, « [Veterano de la CIA detrás del golpe en Ecuador](#) », Cubadebate, 04/10/2010

[6] Ibid.

[7] Voir par exemple, « [Ecuador/Conaie : Propuesta para la Asamblea Constituyente](#) », novembre 2007, ou encore « (...) Realizar un diagnóstico de la tenencia de tierra en la Amazonia ecuatoriana y su conflictividad asumiendo que no existen tierras baldías ; para ello se propone incluir la cosmovisión ancestral para la administración y manejo de los recursos naturales (...) » en [Resoluciones del Consejo Ampliado de la Confeniae y Conaie](#), 27-28/01/2015.

[8] « [Equateur : Plus de 450 intellectuels et activistes du monde se solidarisent avec la Conaie et demandent au Gouvernement de changer d'attitude](#) », Cadtm, 26/12/2014

[9] La Conaie a émis un communiqué dans lequel elle rejetait ce soutien encombrant, pour revendiquer ses « seuls alliés historiques : les classes populaires ». Classes populaires qui par ailleurs préfèrent donner leurs voix à la Révolution citoyenne si l'on en croit les résultats désastreux de Pachakutik et de ses alliés d'ultra-gauche aux élections présidentielles de 2013.

[10] Le recensement effectué en Equateur en 2010 nous enseigne que si 7% de la population est indigène, 6,1% est blanche, 7,2% est afroéquatorienne, 7,4% est montubio et 71,9%, c'est à dire, l'immense majorité est métisse. « Censo 2010 », <http://www.ecuadorencifras.gob.ec/resultados/>

[11] Ecuarunari est une organisation des indiens kichwa. C'est un des piliers de la Conaie.

[12] « [Agreden a equipo de EcuadorTv en la cobertura de la marcha indígena](#) », El Telegrafo, 07/08/2015,

[13] « [Pourquoi le président équatorien censure-t-il la presse sur le réveil d'un volcan ?](#) », Reporters sans frontières, 18/08/2015. Au titre de ce communiqué, nous serions tentés de répondre en 7 mots : Afin d'éviter des mouvements de panique. Précisons d'ailleurs que la centralisation de l'information est strictement limitée à l'activité du volcan Cotopaxi.

[14] Voir le [Communiqué de la Chambre de commerce de Quito](#)

[15] « [Ecuador : Marcha opositora deja a 86 policías y 20 civiles heridos](#) », Telesur, 14/08/2015.

[16] (16) Voir la video « [Violencia en marcha opositora](#) », Youtube, 17/08/2015.

[17] « [Indígenas se radicalizan y retienen a 30 militares](#) », El Telegrafo, 21/08/2015.

[18] Ibid.

[19] « [Agresión a policías en manifestaciones en Macas](#) », Youtube, 19/08/2015.

[20] « [Ministerio denuncia ataque contra pozo petrolero en bloque amazónico 7](#) », Ecuador en Vivo, 19/08/2015.

[21] « [Policía relate cómo logró escapar de sus captores en Saraguro](#) », El Telégrafo, 20/08/2015.

[22] Le président Rafael Correa fut aussi professeur de cette Université.

[23] « [Equateur : mobilisation derrière une journaliste franco-brésilienne](#) », France Info, 17/08/2015.

[24] Voir le [Communiqué et la pétition de la Latin American Studies Association](#)

[25] Voir <https://twitter.com/LassoGuillermo/status/632309144020733953>

[26] « [La justicia liberó a Manuela Picq](#) », El Comercio, 18/08/2015. Dans la vidéo, on peut voir que la police procède à une arrestation sans grande violence physique, accompagnant même l'universitaire à récupérer son foulard

[27] C'est par exemple le cas des hebdomadaires [Marianne](#), [Le Nouvel Observateur](#), ou encore du quotidien [Le Monde](#).

[28] Mercedes Cabrera, « [Manuela Picq : Se cayó la imagen de la Revolución ciudadana](#) », Ecuador Times, 19/08/2015.

[29] Angeline Montoya, « [Soeur Léonie peut reposer en paix](#) », La Croix, 30/08/2005.

[30] « [Conaie pide a Gobierno que « detenga la violencia contra los indígenas](#) », El Universo, 27/08/2015